



CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'EURE

11 Allée des Soupairs  
CS 82601  
27026 Evreux Cedex

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

Marché MAPA 2025/02

### **VERIFICATION ET MAINTENANCE DES SYSTEMES ET MATERIELS DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ; MAINTIEN EN ETAT DES APPAREILS EXERCICES D'EVACUATION, ASSISTANCE AUX VISITES PERIODIQUES**

Marché passe selon une procédure adaptée en application des articles R.2123-1 à R.2123-3 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE**

### **1.1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet :

- L'entretien, la maintenance et la fourniture des systèmes et matériels de protection contre l'incendie (extincteurs, systèmes de détection anti-incendie et anti-intrusion, système de désenfumage, alarme technique, transmetteurs, clapets coupe-feu, portes coupe-feu et vidéo surveillance).

Vérification et entretien préventif et curatif des systèmes de désenfumage

- Vérification et entretien préventif et curatif des systèmes de détection anti-incendie et anti-intrusion et BAES.

Pour la Caisse d'Allocations Familiales de l'Eure située 11 allée des Soupirs à EVREUX (EURE) et ses sites :

- 23 Place de la République, 27400 LOUVIERS
- 37 Boulevard Dubus, 27300 BERNAY
- 15 boulevard d'Aylmer, 27200 VERNON

### **1.2 - Parties contractantes**

D'une part la Caisse d'Allocations Familiales de l'Eure,  
le pouvoir adjudicateur, représentée par son Directeur de la Ca de l'Eure.

D'autre part, l'entreprise titulaire du marché,  
Ci-après dénommée « le titulaire ».

Le comptable assignataire en charge du paiement est le Directeur Comptable et Financier de la Caf de l'Eure.

#### **1.2.1 Type de pouvoir adjudicateur**

La Caf est un organisme de sécurité sociale, de droit privé, en charge d'un service public, soumis à l'article L.124-4 du Code de la Sécurité sociale et son arrêté d'application du 19 juillet 2018, paru au JO du 27 juillet 2018.

Les dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de passation et d'exécution des marchés de l'Etat et de ses établissements publics sont applicables aux organismes de Sécurité sociale : le Code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

### 1.3 - Décomposition du contrat

Le marché est alloti de la façon suivante :

- **Lot 1 : Entretien, maintenance et fourniture des systèmes et des matériels de Protection contre l'incendie. Fourniture et mise à jour de plan d'évacuation. Vérification et entretien préventif et curatif des systèmes de désenfumage.**

Sites concernés :

- ❖ Siège de l'organisme, situé 11 Allée des soupirs à Evreux
- ❖ Le centre Caf, 23 Place de la République à Louviers,
- ❖ Le centre Caf, 37 boulevard Dubus à Bernay
- ❖ Le centre Caf 15 boulevard d'Aylmer à Vernon

**Codes CPV :**

50413200-5 : Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie  
35111000-5 : Matériels de lutte contre l'incendie  
79632000 : Services de formation du personnel  
50000000 -5 : Services de réparation et d'entretien  
42521000 -4 : Matériel de désenfumage

- **Lot 2 : Vérification et entretien préventif et curatif des systèmes de détection anti-incendie, anti-intrusion, BAES et alarme PPMS.**

Sites concernés :

- ❖ Siège de l'organisme, situé 11 Allée des soupirs à Evreux
- ❖ Le centre Caf 15 boulevard d'Aylmer à Vernon (uniquement pour les alarmes PPMS)
- ❖ Le centre Caf, 37 boulevard Dubus à Bernay
- ❖ Le centre Caf, 23 Place de la République à Louviers

**Code CPV :**

50413200-5 : Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie

#### 1.4 - Forme du marché :

La Caf de l'Eure est un organisme de Sécurité sociale de droit privé, en charge d'un service public social, soumis à l'article *L.124-4 du code de la Sécurité sociale et à son arrêté d'application du 19 juillet 2018*.

Le présent marché a été passé sous le forme d'une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Pour les lots n°1, n°2 le marché combine deux formes de prix, un prix forfaitaire et un prix unitaire, communément appelé marché à prix mixte.

- une partie réalisée dans le cadre d'un prix forfaitaire,
- une partie donnant lieu à l'émission de bons de commande, réglées sur la base de prix unitaire, conformément à l'article 77 du Code des marchés publics.

Les prestations réglées par prix forfaitaire, traitées à quantités fixes, concernent :

- les prestations d'entretien préventif (entretien préventif des systèmes et matériels de protection contre l'incendie à savoir les extincteurs, les systèmes de détection anti- incendie et anti-intrusion, le système de vidéosurveillance, les clapets coupe-feu, les portes coupe-feu et le système de désenfumage),
- l'assistance aux vérifications périodiques.

Les Prestations traitées à quantités variables par l'émission de bons de commande concernent :

- les prestations d'entretien curatif

Pour l'entretien curatif, il s'agit de l'entretien correctif des systèmes et matériels de protection contre l'incendie (à savoir les extincteurs, les systèmes de détection anti- incendie et anti-intrusion, le système de vidéosurveillance, les clapets coupe-feu, les portes coupe-feu et le système de désenfumage),

- les exercices d'évacuation à réaliser sur le site du Siege,
- l'assistance aux exercices d'évacuation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

#### 1.5 – Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période ferme d'un (1) an à compter de sa date d'effet, reconductible tacitement trois (3) fois pour une nouvelle période d'une (1) année. La durée totale du marché ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

Le marché prendra effet **le 5 juin 2025**.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas renouveler le marché, il en informera le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de deux mois avant la date anniversaire du marché.

Le Titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

## ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

Le marché sera constitué des pièces suivantes, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'Acte d'Engagement du titulaire et son(ses) annexes, par lot
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- 5) Le bordereau de prix unitaire pour les prestations commandé par bons de commande.
- 6) Le cadre de réponse « valeur technique » pour le lot concerné.
- 7) Le cadre de la proposition financière du titulaire.
  
- 8) Le C.C.A.G. - F.C.S. (Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services).

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales de vente du titulaire, tarifs, documentation...), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

**Le présent CCAP est commun à tous les lots.**

## ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La nature des prestations attendues est définie dans le CCTP.

- Le prestataire s'engage à contrôler et s'assurer du bon fonctionnement des installations, ainsi que leur conformité aux normes les plus récentes. Les vérifications visent la sécurité des personnes dans les établissements recevant du public.
- Le titulaire procèdera aux opérations de vérifications et d'entretien des installations en respectant les procédures décrites dans la réglementation et dans le cahier des clauses techniques particulières. Il devra se référer aux annexes 1, 1 bis, 1 ter, 1 quater, 2, 2 bis et 3 du CCTP.

## ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

### **4.1 - Tenue du registre d'intervention**

Le titulaire est tenu, lors de chaque visite ou intervention, de consigner dans le registre d'intervention :

- la nature des prestations effectuées,
- la date et heure de l'intervention,
- la durée,

- le ou le(s) nom(s) des intervenant(s),
- les manquements ou non- conformités des matériels visités à la réglementation en vigueur,
- les opérations de maintenance corrective qui se révèlent nécessaires,
- 1 compte rendu précis de l'intervention effectuée.

Le registre d'intervention est signé, lors de chaque intervention, par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et par le titulaire. Il demeurera au sein de l'établissement du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire établira un bon (rapport) d'intervention et l'enverra au service de l'administration générale à l'adresse électronique suivante : [administration-generale@caf27.caf.fr](mailto:administration-generale@caf27.caf.fr)

#### **4.2 - Tenue du registre de sécurité – Information de la Caf**

Le titulaire sera tenu lors de chaque visite ou intervention qui sera coordonnée avec le responsable de la sécurité de la Caf de l'Eure de :

- Consigner dans le registre d'incendie ou de sécurité de chaque site la nature des prestations effectuées,
- Informer le responsable de la sécurité de tout manquement, de toute non-conformité éventuelle des matériels visés à la réglementation en vigueur, et des opérations de remplacement à neuf des appareils qui se révéleraient nécessaires.

#### **4.3 - Dispositions relatives à la protection de la sécurité des intervenants**

Le titulaire du marché s'engage à former son personnel aux consignes de sécurité générales et particulières propres à l'établissement ainsi qu'à contrôler que ces consignes sont parfaitement respectées.

Il est rappelé que les opérations de maintenance préventive et corrective sont soumises aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité, applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, en application des décrets 92-1158 du 20 Février 1992 et l'arrêté du 19 Mars 1993 concernant les travaux dangereux.

En outre, les entreprises extérieures sont soumises aux règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déplacement (arrêté du 26 Avril 1996).

#### **ARTICLE 5 - BONS DE COMMANDE – MAINTENANCE CURATIVE- EXERCICES D'EVACUATION – ASSISTANCE AUX ESSAIS D' D'EVACUATION - ASSISTANCE AUX VERIFICATIONS PERIODIQUES**

Les interventions sont liées à l'établissement de bons de commande émis par la CAF de L'Eure. Ils sont réalisés après réception d'un devis détaillé indiquant précisément :

- La désignation et la localisation précise de l'équipement concerné,
- Le descriptif des travaux de réparation,
- Les délais d'approvisionnement et de réalisation des travaux,
- La durée des travaux,

- Leur coût.

Chaque bon de commande est envoyé au titulaire par courrier électronique, la date de réception par le titulaire étant la date de notification du bon de commande.

Les bons de commande pourront être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché. Chaque bon de commande indiquera :

- La référence du marché,
- Les noms et adresse du titulaire,
- Le service émetteur de la commande,
- La date d'émission du bon de commande,
- Le numéro de référence de la commande,
- L'identification des articles ou services demandés,
- Les quantités commandées,
- Le prix unitaire HT de chaque article ou service
- Le montant global HT et TTC de la commande,
- La date et l'adresse du lieu de livraison,
- L'adresse de facturation.

L'indication, le cas échéant de la mention "commande urgente".

## **ARTICLE 6 - DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE DU MARCHE**

### **6.1 - Planning d'intervention**

**Un calendrier d'intervention pour les dates de maintenances et vérifications sera établi, dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du marché au titulaire et à chaque période de reconduction du marché (1 mois à compter de la date anniversaire).

Les dates et l'heure exacte des visites sont fixées avec un préavis de 15 jours pour chaque visite.

**Le titulaire doit se conformer au planning ainsi défini**, sous peine d'être redevable des pénalités prévues à l'article 10 ci-après. Toutefois, si une opération de maintenance préventive est reportée à une nouvelle date, après accord du représentant désigné de la Caf de l'Eure, les pénalités ne seront pas dues par le titulaire.

Pour les lots nécessitant la présence de plusieurs intervenants (organisme de contrôle, électricien, agent CAF...), une date sera proposée par le représentant de la Caf, 4 semaines avant l'intervention. Cette date ne pourra être changée sauf en cas de force majeure.

### **6.2 - Bon d'intervention**

Un bon d'intervention sera établi pour chaque visite de maintenance préventive, dépannage, réparation ou pour des petits travaux.

Un exemplaire du bon d'intervention sera transmis le jour même au Service de l'Administration Générale de la CAF de l'EURE. Un second exemplaire devra impérativement être joint à la facture.

**Il sera le justificatif indispensable pour permettre le paiement des prestations.**

Il sera impérativement visé et signé par le chef d'établissement ou son représentant. Tous les renseignements suivants devront être mentionnés sur le bon d'intervention.

- Identification et adresse du bâtiment, site,
- La marque, le type, et le numéro de série du ou des appareils (si accessibles),
- La date d'intervention,
- L'heure d'arrivée sur le site,
- L'heure de départ du site,
- Le nombre d'agents ayant réalisé l'intervention et leur nom et signature,
- La nature des interventions,
- Le détail des prestations effectuées,
- Les éventuels matériels remplacés,
- Les observations techniques.

Il est de la responsabilité de l'entreprise de remplir correctement les bons d'intervention. Lorsque l'un d'eux sera incomplet ou non renseigné, ce sont les dires du pouvoir adjudicateur qui prévaudront.

L'entreprise proposera dans son offre un modèle de bon d'intervention.

La forme et le contenu définitif de ce document seront arrêtés d'un commun accord entre les deux parties.

Toutefois, à l'initiative du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, ce document pourra évoluer dans le temps en fonction des besoins, sans réserve, d'un commun accord entre les deux parties.

L'édition de nouveaux documents demeure à la charge du titulaire.

### **6.3 - Compte rendu d'intervention, de vérification et production des fiches d'implantation**

Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du présent marché de maintenance font l'objet de comptes rendus d'intervention et d'annotation, recevables **par voie dématérialisée** à l'adresse suivante : [administration-generale@caf27.caf.fr](mailto:administration-generale@caf27.caf.fr)

Les comptes rendus d'intervention devront impérativement préciser :

- La référence du bon d'intervention,
- le type d'intervention,
- le nom de l'équipe et de l'intervenant,
- les dates et heures d'interventions,
- le détail des prestations réalisées,

- les fournitures ou pièces changées,
- les annotations particulières de l'intervenant,
- en cas d'intervention hors forfait le bon de commande concerné,
- l'usure de certains organes, risques de détérioration.

Il devra également attester que les opérations systématiques prévues ont bien été effectuées, et indique les opérations effectuées à son initiative.

### **6.3.3 - Fiches d'implantation délais de transmission**

Le titulaire devra transmettre par voie dématérialisée des fiches d'implantation par type d'équipement et par site, sans utiliser d'abréviation, un mois après leur vérification.

Ils devront comporter au minimum les éléments suivants :

#### **- concernant les extincteurs (lot 1) :**

- les coordonnées du titulaire ainsi que celles du site de la Caf,
- la date de production du document,
- le nom de l'intervenant et son visa,
- le nom du représentant de la caf et son visa,
- le numéro du bon de vérification,
- la localisation de l'équipement (emplacement et étage),
- le poids plein en kg du matériel vérifié,
- la marque du matériel ainsi que l'année d'acquisition –de remplacement ou de rechargement,
- une partie vérification indiquant à minima la charge, la recharge ainsi que les préconisations proposées par l'intervenant.

#### **- concernant les blocs de secours (lot 2) :**

- les coordonnées du titulaire ainsi que celles du site de la Caf,
- la date de production du document,
- le nom de l'intervenant et son visa,
- le nom du représentant de la caf et son visa,
- le numéro du bon de vérification,
- la localisation de l'équipement (emplacement et étage),
- le repérage au sein de l'armoire électrique - disjoncteur,
- Le type d'équipement (ambiance – BAES – BAEH ...),
- Les caractéristiques de la lampe témoin (led ou culot ainsi que sa puissance),
- Les caractéristiques de l'éclairage (culot, ampoule, néon ainsi que sa puissance),
- La présence ou non d'une grille et d'une télécommande,

- les préconisations proposées par l'intervenant.

- **concernant les RIA (lot 1) :**

- les coordonnées du titulaire ainsi que celles du site de la Caf,
- la date de production du document,
- le nom de l'intervenant et son visa,
- le nom du représentant de la caf et son visa,
- le numéro du bon de vérification,
- la localisation de l'équipement (emplacement et étage),
- le type d'équipement vérifié,
- la marque du matériel ainsi que l'année d'acquisition – de remplacement,
- les dimensions des tuyaux (diamètre, longueur),
- le type de vanne,
- la présence ou non d'une lance,
- les caractéristiques du diffuseur ainsi que de la pression (statique et dynamique),
- les préconisations proposées par l'intervenant.

- **concernant les évacuateurs de fumée (lot 1) :**

- les coordonnées du titulaire ainsi que celles du site de la Caf,
- la date de production du document,
- le nom de l'intervenant et son visa,
- le nom du représentant de la caf et son visa,
- le numéro du bon de vérification,
- la localisation de l'équipement (emplacement et étage),
- le type d'installation vérifiée,
- la marque du matériel ainsi que l'année d'acquisition – de remplacement ou de rechargement,
- une partie vérification indiquant à minima les états des ouvrants, des vérins, du verrou des fusibles,
- une partie maintenance préventive qui recense l'ensemble des actions menées par le prestataire,
- l'état des étiquettes – pose scellées,
- les préconisations proposées par l'intervenant.

## **ARTICLE 7 - VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

### **7.1 - Opérations de vérification des prestations d'entretien préventif**

Une fois l'entretien préventif réalisé, le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur, par mail, que ses prestations sont prêtes à être réceptionnées. Le pouvoir adjudicateur dispose, à compter de la date de réception du mail, d'un délai de 72 heures pour procéder aux vérifications et notifier sa décision.

Les opérations de vérifications sont exécutées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Le titulaire ou son représentant assiste aux opérations de vérification sans que leur absence ne fasse obstacle à la validité des opérations de vérification.

Les opérations de vérification ont pour but de constater que l'entretien des matériels a été correctement exécuté.

### **7.2 - Décisions après vérifications**

#### **7.2.1 Décision après vérification des prestations d'entretien préventif**

Si la vérification est positive, le pouvoir adjudicateur prononcera l'admission des prestations.

Si la vérification est négative, le pouvoir adjudicateur formule sur le compte rendu des réserves.

Dans ce cas, un délai de 7 jours sera accordé au titulaire pour lever les réserves. A défaut, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités pour manquement.

Si la prestation n'est toujours pas réalisée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les travaux de réparations aux frais et risques du titulaire.

En cas de rejet, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

#### **7.2.2 Décision après vérification des prestations d'entretien curatif**

Si la vérification est positive, le pouvoir adjudicateur prononcera l'admission des prestations.

Si la vérification est négative, le pouvoir adjudicateur formule sur le compte rendu des réserves.

Dans ce cas, un délai de 48 h sera accordé au titulaire pour lever les réserves.

A défaut, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités pour manquement.

Si la prestation n'est toujours pas réalisée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les travaux de réparations aux frais et risques du titulaire.

En cas de rejet, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

#### **7.2.3 Réfections**

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfection qui consiste en une

réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet partiel ou total.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant a été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées.

Les prestations non exécutées constatées par le représentant de l'organisme, devront être refaites par le titulaire. Celui-ci devra éventuellement, dans un délai très court défini par l'organisme, prendre toutes dispositions pour effectuer cette remise en état.

Par contre, après vérification du représentant du pouvoir adjudicateur, les prestations qui ne seront pas exécutées, ou partiellement exécutées, du fait du Titulaire du marché (ou du fait des employés dont il a la responsabilité) seront déduites sur la base des prix de référence du marché.

## **ARTICLE 8 - CONDITIONS DE PRIX**

### **8.1- Forme du prix**

Les prix sont fermes et non révisables pour la première période d'exécution du marché.

A l'issue de la première année d'application du marché, les prix sont révisés, à la date anniversaire du marché.

### **8.2 - Contenu du prix**

Le prix du marché est TTC et est réputé comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- tous les frais afférents, notamment les frais de transport, de conditionnement, de livraison, d'installation, de destruction et de mise au rebut, les assurances et cautions diverses, les mises à jour des documents ;
- la réception, les tests et contrôles, les rapports d'intervention ainsi que les frais de formation.

### **8.3 Révision des prix**

Les prix du présent marché sont révisables une fois par an, à la date d'anniversaire de la notification du marché, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o [0,15 + 0.85 (0.70 \times (ICHT-IME_n / ICHT-IME_o) + 0.30 \times (FDS2_n / FDS2_o)]$$

Dans laquelle :

- **P<sub>o</sub>** : Prix initial.
- **P<sub>n</sub>** : Prix révisé.

- **ICHT-IME : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33)**

Numéro identifiant INSEE 001565183. Cet indice est publié par l'INSEE et par le Moniteur des Travaux Publics (rubrique Coût horaire du travail).

- **FDS2 : indice mensuel des Frais et services divers - modèle de référence n°2**

L'indice FDS2 est un modèle de référence comportant plusieurs indices représentatifs calculé et publié par le Moniteur des Travaux Publics (rubrique Frais et Services Divers).

Pour la révision des prix, la valeur de ces indices sera prise respectivement :

- **au mois zéro** : la date limite de remise des offres (**mai 2025**), d'une part,
- **et au mois n** : dernière valeur publiée à la date anniversaire du marché, d'autre part.

En cas de disparition d'un index ou d'un indice et si un index ou indice de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculé avec ce nouvel index ou indice en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

En cas d'absence d'index ou d'indice de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

**Il appartiendra au Titulaire du marché de soumettre à la Caf la nouvelle grille de prix révisée en l'adressant obligatoirement 1 mois avant la date anniversaire.**

La révision sera appliquée sur les factures correspondantes aux prestations commandées.

## **ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT**

### **9.1 – Facturation**

Les factures afférentes au marché sont établies en un seul exemplaire original, portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation du pouvoir adjudicateur.
- Le nom et adresse du titulaire.
- Le numéro SIRET ou SIREN.
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement.
- Le numéro du marché et du lot concerné
- Le site concerné ainsi que ses coordonnées postales.
- Les références de la commande.
- Le type de prestations réalisées.
- Le détail des prestations réalisées par le titulaire.
- La date de réalisation des prestations.
- Le montant de la TVA.
- Le numéro de TVA intracommunautaire.

**Les factures sont à adresser soit :**

1/ Par le dépôt et le transfert de factures électroniques sur le portail de facturation « Chorus -pro », disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

2/ Par mail : [administration-generale@caf27.caf.fr](mailto:administration-generale@caf27.caf.fr)

3/ Par courrier :  
CAF DE L'EURE  
Service Administration Générale  
11 Allée des Soupîrs  
CS 82601  
27026 Evreux Cedex

Le mode de règlement est le virement bancaire.

## **TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de L'article 269 du code général des impôts.

## **Délais de paiement**

Le délai de paiement est d'une durée maximum de 30 jours et s'achève à la date du règlement. Le point de départ du délai est la date de réception par l'acheteur de la facture conforme, qui lui est adressée par le fournisseur.

Les paiements ont lieu par virement au compte ouvert au nom du fournisseur, figurant dans l'acte d'engagement.

## **Comptable assignataire**

Le comptable assignataire des paiements est Le Directeur Comptable et Financier de la Caf de l'Eure.

## **9.4 – Les engagements des titulaires**

### **Obligation de répondre aux sollicitations du pouvoir adjudicateur**

Le titulaire du marché s'engage, pour toute sa durée, à répondre à chaque émission de bons de commande qui lui seront adressés conformément aux conditions déterminées dans son offre initiale.

Le titulaire doit motiver son absence de réponse. Seront acceptées, l'indisponibilité momentanée ou accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté du titulaire, de moyen ou de matériel. La réalité de la motivation sera appréciée par le pouvoir adjudicateur.

En l'absence de réponse du titulaire, la Caf 27 se réserve la possibilité de commander la prestation concernée auprès d'un autre prestataire.

## **ARTICLE 10 - PENALITES**

### **10.1 - Pénalités pour retard**

#### **10.1.1 - Pénalités pour retard dans les prestations d'entretien préventif et d'entretien curatif**

Dans le cadre de l'entretien préventif en cas de non-respect du calendrier des prestations, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € HT par jour de retard.

Dans le cadre de l'entretien curatif, en cas de non-intervention dans le délai, tel que défini à l'article 6.2.1 du CCTP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € HT par jour de retard.

#### **10.1.2 - Pénalités pour retard en cas d'ajournement des prestations d'entretien préventif et curatif**

Dans le cadre de l'entretien préventif : en cas d'ajournement des prestations, le titulaire dispose

d'un délai de 7 jours pour réaliser ses prestations. Si ce délai est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT par jour de retard.

Dans le cadre de l'entretien curatif : en cas d'ajournement des prestations, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures pour réaliser ses prestations. Si ce délai est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT par jour de retard.

## **10.2 - Pénalités pour non-obtention de résultat**

Pour défaut de qualité sur les prestations ou leur mode d'exécution, constaté contradictoirement par le représentant de la CAF de l'Eure et le titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions ci-après :

- 100 € HT, par non-exécution constatée.
- Si le titulaire n'a pas remédié à ce défaut dans les 48 heures, la pénalité sera portée à 200 € HT.

## **10.3 - Pénalités pour non-transmission de planning pour l'entretien préventif**

Pour non-transmission du planning des interventions annuelles dans les délais définies à **l'article 6.1.1 du CCTP**, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées sur la base de 30 € HT par date non arrêtée.

## **10.4 - Pénalités pour non-transmission de rapport et des annexes**

Pour non-transmission du rapport d'intervention ou transmission d'un rapport incomplet, dans un délai de 3 semaines à compter de la date d'intervention, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées sur la base de 50 € HT par rapport. Le rapport se compose du rapport de préconisation, des devis éventuels s'y rattachant et du plan synoptique annoté.

Pour non-transmission du rapport de l'organisme agréé dans un délai de 8 mois à compter de la date de réception de la commande, soit 100 € HT par mois et par rapport de retard.

## **10.5- Pénalités pour la non-indication du ou des bons d'intervention dans la facture**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 € HT par manquement après réclamation écrite par mail ou lettre de la part de la CAF.

## **10.6- Pénalités pour l'absence de transmission des fiches d'implantations**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 € HT par fiche et par site, en cas d'absence de transmission de fiche d'implantation (suivant article 6.3.3 du CCAP).

## **10.7- Pénalités pour la non-assistance aux exercices d'évacuation (lot 2)**

En cas d'absence lors des exercices d'évacuation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 € HT au rendez-vous fixé en commun avec la CAF.

## **10.8- Pénalités pour la non-assistance aux vérifications périodiques (lot 2)**

En cas d'absence lors des vérifications périodique, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 € HT au rendez-vous fixé en commun avec la CAF.

## **10.9 - Pénalités en cas de non-respect du code du travail**

Conformément à l'article D8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de remettre au pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la date d'effet du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

- 1/ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations

et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2/ Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le titulaire du marché est établi ou domicilié à l'étranger, il devra remettre les documents imposés conformément à l'article D.8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

En cas de non-délivrance de ces documents, le Titulaire sera mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de les délivrer ou de présenter des observations dans un délai de 15 jours.

En cas de mise en demeure infructueuse, il sera prononcé :

- Soit la résiliation du marché aux torts du Prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques
- Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du code du travail, dont le montant est fixé à 10 % du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail

## **10.10 - Règles générales relatives à l'application des pénalités**

Les pénalités sont appliquées directement sans qu'il soit nécessaire de mettre le titulaire en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-FCS les pénalités sont dues au 1<sup>er</sup> euro. Aucune exonération n'est prévue.

Les pénalités et retenues dont le titulaire serait redevable sont déduites du montant hors taxes de la facture. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

## **ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **11.1 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel,

- veiller à l'interdiction de fumer, en vigueur sur tous les sites de la Caf de l'Eure,
- contrôler régulièrement le bon déroulement des prestations qui lui sont confiées,
- se conformer aux normes et règlements en vigueur pour l'exécution des tâches qui lui Incombent,
- faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans l'immeuble,
- assurer tout nettoyage rendu nécessaire après intervention,
- évacuer tous les déchets dus à l'exploitation dans le respect de la réglementation en vigueur au moment de la réalisation des prestations,
- restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du marché.

Le titulaire est responsable de toutes les installations sur lesquelles il est intervenu. Cela suppose qu'en préalable à toute intervention, si le titulaire constate une détérioration de finition ou autre, il doit en informer le représentant désigné par la Caf de l'Eure avant de démarrer ses prestations. A défaut, il en sera tenu pour responsable avec obligation de remise en état à sa charge.

### **11.2 - Correspondants techniques**

Le candidat fournira le nom de l'interlocuteur en charge du dossier ainsi qu'un courriel et un numéro de téléphone afin de faciliter les échanges avec la Caf de l'Eure.

### **11.3 - Personnel d'intervention**

Le personnel chargé de l'exécution des prestations est nommément désigné par le titulaire. A cet effet, le titulaire remet au représentant désigné de la Caf de l'Eure la liste nominative du personnel d'intervention, dans un délai de 15 jours après la notification du marché. Cette liste est tenue à jour régulièrement

Le personnel désigné est seul autorisé à intervenir sur les sites où se trouvent les équipements, objet du présent marché de maintenance et d'entretien.

Il appartient au titulaire de définir le nombre, les durées et horaires de présence ainsi que la qualification du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire.

### **11.4 - Accès aux sites et aux équipements**

La Caf de l'Eure s'engage à assurer, aux personnels du titulaire, l'accès aux sites et aux équipements du lundi au vendredi aux heures d'ouvertures des sites (CCTP, Article 6.1.2)

L'uniforme devra faire l'objet d'une fiche descriptive afin de permettre au pouvoir Adjudicateur d'identifier le prestataire des locaux.

## **ARTICLE 12 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

### **12.1 - Responsabilités**

Le titulaire du marché est responsable, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit, du matériel et du personnel, qu'il affecte à l'exécution du marché.

## 12.2 - Assurances

Le titulaire est responsable des conséquences des faits et actes, commis, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion de l'occupation des locaux, ainsi que plus généralement à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés. A ce titre, le titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, cette responsabilité et à payer les primes correspondantes.

Le titulaire s'engage à justifier la régularité de sa situation, avant tout commencement d'exécution et puis lors de toute demande de l'organisme, par la présente action des polices ou quittances correspondantes

## 12.3 – Confidentialité des données et RGPD

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles toutes les informations qu'il pourrait recueillir à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'interdit tout usage personnel des données de base, des fichiers et des résultats de traitement, sans l'autorisation expresse de la Caf concernée.

D'une manière générale, les documents ou informations confiés dans le cadre du marché ainsi que les états et les documents provenant de leur traitement par le titulaire sont traités sous la plus stricte confidentialité.

Le titulaire s'engage, par ailleurs à respecter le règlement général sur la protection des données (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016) dit RGPD).

## 12.4 – Neutralité et laïcité

Le prestataire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur de la Caf, et notamment à la charte relative à la neutralité et laïcité consultable via ce lien : <https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/531/supports-pdf/AAP-PSP/Charte-laicite-Branche-Famille.pdf>

Il est de la responsabilité du titulaire du marché de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché. Le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

En cas de manquement pouvant mettre en difficultés la responsabilité de la CAF, celle-ci mettra en œuvre une pénalité d'un montant de **50 € HT** applicable sur les factures du prestataire moyennant une lettre recommandée accusé de réception présentant les faits et ses conséquences.

**En cas de manquement graves** grave constaté, la Caf se réserve aussi le droit de résilier de plein droit le contrat moyennant une lettre recommandée accusé de réception présentant les faits et ses conséquences sans contrepartie financière.

## ARTICLE 13 - GARANTIE DES MATERIELS

Le titulaire assure une garantie d'au moins un an sur les matériels, neufs, installés. Le point de départ de ce délai de garantie est la date d'admission des matériels.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer, à ses frais, la

partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

Cette garantie couvre également les frais relatifs aux déplacements de personnel, aux pièces de rechange, aux démontages et aux remontages ou l'échange standard, au conditionnement, à l'emballage et au transport de matériels nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il ait procédé à ces opérations sur site ou bien dans les locaux du titulaire.

Le titulaire s'engage à effectuer les réparations demandées dans un délai de 72 heures, ce délai pouvant être ramené à 48 heures en cas d'urgence déclarée par le pouvoir adjudicateur. Le délai commence à courir à compter de la date d'émission, par mail, de la demande d'intervention par le pouvoir adjudicateur.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en l'état.

#### **ARTICLE 14 - TRANSFERT DE PROPRIETE ET RESPONSABILITES**

Le transfert de propriété des matériels sera réalisé par la décision d'admission prononcé par le pouvoir adjudicateur. Durant la période comprise entre la mise en service des équipements et l'admission des prestations, le titulaire demeure seul responsable de son matériel.

#### **ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE**

En cas de sous-traitance, les dispositions figurant aux articles L2193-1 à L2193-14 du Code des marchés publics s'appliqueront.

Le titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché devra en faire la demande au pouvoir adjudicateur. Si celui-ci omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitante envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'organisme. Le personnel relevant du sous-traitant doit être d'un niveau de qualification professionnelle équivalent à celui des préposés du titulaire.

##### **15.1 Les pièces à fournir**

Le titulaire doit fournir à l'organisme contractant une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations pour lesquelles la sous-traitance est prévue.
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé.
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant. d)

Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, celles de variation des prix.

- e) Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant. Les capacités demandées au sous-traitant sont identiques à celles qui ont été demandé au

titulaire pour la présentation de sa candidature et de son offre dans le règlement de consultation de la procédure de passation du présent marché.

Il doit lui remettre également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics.

## **15.2 Modalités**

Si, postérieurement à la notification du marché, le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou dans l'acte spécial, il doit obtenir la modification de l'exemplaire unique du marché ou du certificat de cessibilité (le formulaire NOTI6 est disponible sur le lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-notification-marches-2019>).

Si cet exemplaire ou ce certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

Le pouvoir adjudicateur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

## **15.3 Paiement du sous-traitant**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

## **ARTICLE 16 - MODIFICATION DU NOMBRE D'APPAREILS**

En cours de marché, le nombre d'appareils à entretenir pourra être modifié, en plus ou en moins pour les motifs suivants :

- suppression d'un appareil
- installation d'un nouvel appareil
- nouveau site de la Caf
- vente ou fin de bail d'un site de la Caf

A chaque modification du nombre des appareils à entretenir, un avenant au marché sera établi.

La suppression d'un appareil ou la vente ou fin de bail d'un site entraînera une moins-value correspondant au prix forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement, l'installation d'un nouvel

appareil ou l'acquisition d'un nouveau site, une plus-value.

## **ARTICLE 17- CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

### **17.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception à la Caf.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

### **17.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale**

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire ...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire. Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

La Caf vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers, techniques et professionnels lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il s'assure de la production des documents prévus qui avait été demandé au titulaire avant l'attribution du marché.

## **ARTICLE 18- LITIGES**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 (Chapitre 8 : DIFFÉRENDS) du CCAG FCS (2021).

En cas de litige portant sur l'interprétation et l'exécution du présent marché, le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution du marché est le Tribunal judiciaire matériellement compétent du ressort du siège de la Caf de l'EURE.

Adresse Tribunal judiciaire :

**30 rue Joséphine  
27022 Evreux**